

Le savoir, un bien commun

INVITATION À EXPLORER LE RÔLE DU SAVOIR DANS LA SOCIÉTÉ CANADIENNE

Fondements stratégiques de l'initiative canadienne *Le savoir, un bien commun*

Préambule

Nous vivons dans un monde complexe, où il faut réfléchir et agir différemment pour travailler ensemble au changement social nécessaire pour que règnent la santé, la justice et la résilience sur la planète et au sein de la population. De tels besoins nous incitent à nous poser des questions importantes. Sommes-nous disposés à éliminer les barrières au profit d'une collaboration intersectorielle, interculturelle et interdisciplinaire afin de trouver des solutions aux problèmes les plus pressants? Comment pouvons-nous travailler à modifier les rapports de force pour imaginer de nouveaux moyens d'utiliser l'information et les ressources? Quel rôle joue le « savoir » dans la société? Où réside le savoir? À qui appartient-il? Sommes-nous prêts à cocréer le savoir et à le partager autrement au profit d'une plus grande utilité? Voilà quelques-unes des grandes questions à poser pour encadrer une conversation nationale sur le savoir à titre de bien commun.

Qu'est-ce que *Le savoir, un bien commun*? Nous utilisons le concept *Le savoir, un bien commun* (Ostrom et Hess, 2006; Joranson, 2007) pour désigner les espaces conceptuels où il est possible d'estomper les frontières entre les divers lieux de création du savoir, les formes du savoir et les utilisations du savoir. Dans un tel cadre, nous sommes mieux en mesure de nous concerter pour élaborer des stratégies de collaboration en vue d'aborder les questions économiques et sociales complexes auxquelles nous sommes confrontés à l'échelle nationale et mondiale. Nous avançons que la réduction des obstacles entre les diverses formes de savoirs est souhaitable et urgemment nécessaire. Cependant, nous sommes également conscients que le désir de fonctionner dans un cadre où le savoir est considéré comme un bien commun sera lui-même confronté à une forte résistance au changement.

Depuis quelques années, dialogues et pratiques sur le thème *Le savoir, un bien commun* suscitent de plus en plus d'intérêt et gagnent en visibilité dans les milieux universitaire, public, sans but lucratif, philanthropique et privé. Ces discussions font l'objet de nombreuses communications écrites et parlées. Nous faisons référence à *l'innovation sociale*, à *la recherche communautaire*, à *la recherche engagée*, à *l'apprentissage par le service communautaire*, à *la recherche partenariale*, à *la mobilisation*/à *la traduction*/à *l'échange du savoir*, à *aux pistes de recherche autochtones*, à *aux sources de savoir ouvertes ou démocratiques et plus encore*. Ce qui s'en dégage, c'est qu'on reconnaît que les universitaires n'ont pas le monopole du savoir. En effet, le savoir est créé et cocréé dans un large éventail de lieux, qu'il s'agisse de cliniques médicales dévouées au soutien des personnes qui vivent avec le VIH/SIDA, d'entreprises s'efforçant de trouver des solutions économiques vertes, de départements de génie dans les universités travaillant sur des technologies adaptées pour les enfants ayant des besoins spéciaux, d'institutions financières tentant de trouver des moyens novateurs de créer des logements abordables, de centres de formation des adultes des Premières Nations visant à perpétuer et à revitaliser les langues et cultures autochtones, de villes et municipalités utilisant les techniques de profil des collectivités, le théâtre et les

conversations approfondies pour planifier des collectivités plus saines et plus vivables, et bien plus encore, y compris des collaborations entre les universitaires et les organisations d'autres secteurs.

Historique de l'initiative *Le savoir, un bien commun*

L'initiative *Le savoir, un bien commun* est le fruit d'un intérêt qui s'intensifie depuis plus d'une dizaine d'années, dans toutes les sphères de la société, pour le savoir produit et appliqué dans l'intérêt d'un changement social positif. L'initiative actuelle émane de deux réunions tenues à Ottawa, en octobre 2009. Le 9 octobre, un groupe associé à l'Alliance canadienne pour l'apprentissage par le service communautaire s'est réuni à l'occasion d'une conférence de l'*International Association for Research on Service-Learning and Civic Engagement* pour parler de l'élargissement du mouvement d'apprentissage par le service communautaire. Le 26 octobre, des collègues des milieux communautaire et universitaire associés à *Community-Based Research Canada* se sont rencontrés au lancement du rapport du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) sur le financement et l'élaboration de partenariats de recherche universitaire-communautaire au Canada intitulé *Report on the Funding and Development of Community University Research Partnerships in Canada* pour discuter de la manière d'améliorer les conditions des activités de recherche communautaire. Conscients des intérêts de chacun pour des stratégies visant à améliorer leur travail, il a été décidé à ce moment-là de joindre les énergies de ces différents réseaux. Au début de mars 2010, des représentants des organismes communautaires, des gouvernements et des universités se sont donné rendez-vous à Victoria, en Colombie-Britannique, pour entamer des discussions sur la promotion de ce que les participants du début en sont venus à appeler l'initiative canadienne *Le savoir, un bien commun*. Le présent document découle de ces événements et vise à servir de cadre de discussion lors du sommet national d'une journée sur l'élaboration de l'initiative *Le savoir, un bien commun*, prévu à Montréal, le 2 juin 2010, en même temps que le Congrès 2010 de la Fédération canadienne des sciences humaines. *Social Innovation Generation at the University of Waterloo* a accepté de jouer le rôle de coordonnateur et l'Université du Québec à Montréal a offert d'être l'hôte de la rencontre. C'est ainsi qu'a commencé à prendre forme l'événement national que sera le Sommet *Le savoir, un bien commun*.

État actuel

L'imagination d'une initiative comme *Le savoir, un bien commun* comporte nécessairement divers stades de développement. En ces premiers balbutiements de l'élaboration d'un réseau de participants engagés, nous nous concentrons à réfléchir et à façonner un plan d'action stratégique. L'initiative *Le savoir, un bien commun* fait actuellement figure de catalyseur unique en son genre pour susciter une conversation et établir des liens. Au fur et à mesure que nous avancerons, nous souhaitons que ces conversations deviennent elles-mêmes catalyseurs d'actions – des actions mobilisant des partenariats émergents en vue de susciter davantage d'intérêt et de soutien pour la recherche et les activités éducatives sensibles aux préoccupations sociales. Le but ultime de cette initiative vise toutefois à favoriser les collaborations pour mieux cerner les problèmes sociaux les plus pressants et y répondre de manière structurante. Notre vision est de faire en sorte que *Le savoir, un bien commun* soit une initiative dynamique et éclectique, définie par un large éventail d'activités et de projets d'action sociale associant la recherche, la sensibilisation, l'éducation et l'élaboration de politiques.

Quels principes et engagements partageons-nous?

- Promotion de formes « socialement responsables » de production du savoir, lesquelles intègrent véritablement les principes démocratiques et les pratiques de collaboration, notamment :

- la reconnaissance que le « savoir de l'expert » revêt plusieurs formes et a de nombreuses origines : autochtone; expérience personnelle et pratique, universitaire; tacite et intuitive;
 - un engagement à mobiliser les jeunes ainsi que des praticiens et leaders éclairés multisectoriels et chevronnés;
 - un engagement à créer un vocabulaire partagé, favorisant la collaboration et la compréhension, pour le développement et la transmission du savoir.
- Ouverture au changement des structures existantes dans les institutions postsecondaires et la société en général pour créer davantage d'occasions de collaboration.
 - Transformation et innovation sociale grâce à des recherches sensibles aux préoccupations sociales.
 - Mise en relations de joueurs parallèles dans divers secteurs partageant un objectif commun.
 - Volonté d'expérimenter les structures émergentes.
 - Engagement envers les plus hautes normes éthiques en recherche, promotion et élaboration de politiques.

Quelles sont nos idées préliminaires sur le mode de fonctionnement d'une initiative canadienne telle que *Le savoir, un bien commun*?

- Création d'un lieu commun – un espace, en ligne et en personne si possible, pour poser des questions et découvrir les nouvelles questions à poser. Un lieu qui servirait de dépôt ou de consigne pour le dialogue, les idées et les relations.
- Élaboration d'un réseau social central afin de créer un sentiment d'appartenance national et constituer une source de motivation.
- Création d'un lieu pour relier les réseaux (ACASC, CBRC, CPH, GIS).
- Débouchés pour planifier la promotion d'initiatives et d'activités de préoccupation et d'intérêt collectifs.
- Catalyseur de conversation et d'*action* par la mobilisation du savoir.
- Partage d'idées et d'expériences réussies afin d'apprendre des autres et ensemble.
- Structure souple et invitante pour les nouveaux participants.
- Participation ouverte et inclusive avec accès constant à l'information et au réseautage en ligne.

- Engagement envers l'initiative *Le savoir, un bien commun* lors de rencontres nationales telles que la prochaine CUExpo en 2011 et les congrès 2012 et 2013.

Défis à relever pour promouvoir *Le savoir, un bien commun*

- En quoi consiste la conversation à laquelle nous convions les gens? Dans quelle mesure doit-elle être large ou ciblée? Quel est le meilleur moyen d'atteindre un équilibre entre motivation claire et incertitude inhérente à une mise en commun future imaginée?
- Bien que les universités et collègues reconnaissent le besoin d'une initiative canadienne comme *Le savoir, un bien commun* pour promouvoir un changement de culture au sein du milieu collégial et universitaire, les partenaires communautaires voient-ils la chose du même œil? Comment nous assurer que les intervenants des autres secteurs de la société pourront relever leurs propres défis, répondre à leurs préoccupations et élaborer leurs propres stratégies d'action pour le changement dans leurs milieux, cultures et pratiques?
- Dans les universités, le travail de l'initiative *Le savoir, un bien commun* nécessite un effort de sensibilisation afin de légitimer, reconnaître et promouvoir l'engagement communautaire de l'université (recherche, enseignement et service communautaire). Parallèlement, cette recherche de légitimité peut se heurter à la résistance des formes traditionnelles établies de production du savoir. Le défi consiste à faire place à des définitions plus larges et à concevoir des structures de reconnaissance permettant à la production du savoir par l'engagement communautaire de coexister avec les formes plus traditionnelles de recherche. Comment créer un espace pour les différentes formes de recherche dans les collèges et universités?
- Les participants (de tous les secteurs) désireux de participer à ce réseau ont tous des contraintes de temps et de ressources importantes. Les coûts pour participer doivent donc être raisonnables et les avantages doivent être clairs.
- L'initiative *Le savoir, un bien commun* est une force pour le changement social, économique et environnemental. Comment en faire un agent de changement efficace et efficient?
- Pour que *Le savoir, un bien commun* aille de l'avant, il faudra des partenariats et du leadership collaboratifs. À quoi ressembleront-ils? Quelles formes d'organisation seront les plus utiles et à quel stade du développement de l'initiative?
- De même, *Le savoir, un bien commun* exigera des ressources pour les activités de réseautage, le site Web, etc. Comment irons-nous (qui est « nous »?) de l'avant avec un plan de ressources?
- À titre d'initiative canadienne, *Le savoir, un bien commun* doit se développer dans les deux langues officielles. Comment nous en assurer?

Voies potentielles pour promouvoir *Le savoir, un bien commun*

Plusieurs voies potentielles sont ressorties de la rencontre de mars 2010, à Victoria. Vous trouverez ci-dessous les grandes lignes des avenues suggérées pour faire progresser le dialogue, avenues qui pourraient être approfondies au sommet du 2 juin et traduites en objectifs précis et en stratégies. Les sujets suggérés pour la table ronde sont les suivants :

- 1) **Changement au niveau des structures postsecondaires de formation et de recherche** : Cette voie comprend des changements dans la structure et la culture de l'université afin de promouvoir la recherche communautaire, la formation continue, l'apprentissage par le service communautaire et d'autres efforts d'intégration entre les universités, les collèges et les collectivités. Les stratégies à poursuivre ici pourraient inclure un changement des politiques de permanence et de promotion au niveau postsecondaire; des changements culturels et incitatifs pour soutenir la recherche à retombées sociales positives; interdisciplinarité élargie; liaison entre l'université, le collège et les bibliothèques publiques; efforts déployés par les étudiants pour promouvoir *Le savoir, un bien commun* et changements dans les programmes et la formation des étudiants aux cycles supérieurs.
- 2) **Engagement et leadership communautaire pour le changement** : Cette voie comprend l'identification et l'intégration de priorités communautaires élargies pour une mise en commun du savoir. Divers secteurs au sein même des collectivités vivent des expériences différentes et peuvent définir différemment l'utilité des types de savoir et être confrontés à des barrières institutionnelles et à des politiques différentes en matière de création du savoir et/ou d'accès au savoir. Les priorités à privilégier pour cette voie bénéficieraient d'une plus grande collaboration avec des partenaires communautaires non universitaires.
- 3) **Stratégies transversales** : Alors que les voies précédentes ciblent des secteurs particuliers ou visent l'élargissement du réseau, cette voie servirait à déterminer et à saisir les occasions d'initiatives proactives au-delà des frontières sectorielles. Voici deux avenues possibles :

PÔLES : Création de pôles du savoir et d'incubateurs à l'échelle nationale pour mettre en vitrine des exemples réussis, pour créer une nouvelle capacité et pour faire connaître les visées de l'initiative *Le savoir, un bien commun*. Des stratégies potentielles pourraient comprendre la création de pôles du savoir qui aborderaient des problèmes sociaux complexes, la création d'une fondation intersectorielle qui investirait dans le programme de l'initiative *Le savoir, un bien commun*. Nous pourrions aussi envisager la mise sur pied d'un institut national pour promouvoir *Le savoir, un bien commun* ainsi qu'un programme de recherches communautaires pour montrer les répercussions et les retombées d'une mise en commun du savoir au Canada.

POLITIQUES : Cette voie pour le changement repose sur la reconnaissance de l'existence de barrières systémiques institutionnalisées contre la mise en commun efficace du savoir. Les politiques gouvernementales, les structures de financement et les priorités de subventions en vigueur, par exemple, en font partie. Des changements pourraient être effectués au moyen de stratégies variées, y compris la création d'une base politique ou d'un réseau de promotion pour *Le savoir, un bien commun*, et servir à déterminer des leviers de changement. Une autre stratégie pourrait consister à poursuivre un programme de recherche favorable aux changements de politiques publiques, à établir une approche de mise en commun du savoir

avec des objectifs financiers, sociaux ou de politique et à mettre en évidence les retombées positives d'une telle approche.

- 4) Réseautage :** *Le savoir, un bien commun* est fondamentalement un réseau. À l'heure actuelle, nombre de personnes de même sensibilité ne savent peut-être pas qu'une telle initiative est en cours. *Le savoir, un bien commun* pourrait servir à chapeauter l'articulation de principes communs, la promotion d'un sentiment d'appartenance à la collectivité, le soutien d'efforts disparates et l'identification de barrières systémiques et d'occasions à saisir pour le changement. Cette voie comporterait l'établissement d'un réseau intersectoriel inclusif et du travail sur différents enjeux à l'appui des principes de l'initiative *Le savoir, un bien commun*. Les stratégies incluraient la mise sur pied d'une plateforme en ligne partagée, susciteraient la participation partout au Canada, suivraient les réussites et leur donneraient une vitrine. D'autres approches pourraient servir à faire connaître davantage l'approche *Le savoir, un bien commun* par des concours ou par le marketing social.

Le document sur l'initiative *Le savoir, un bien commun* décrit les débuts de l'initiative *Le savoir, un bien commun* et propose de possibles orientations futures pour cette initiative. Il s'agit d'une conversation en émergence, qui nécessite votre apport pour en façonner l'avenir.

À titre d'organiseurs de cette première étape, nous vous invitons à répondre à trois questions qui serviront à alimenter les discussions sur les fondements stratégiques durant le Sommet national du 2 juin, à Montréal. <http://polldaddy.com/s/837882E19210487B>

Références

Joranson, Kate (2007) *Indigenous Knowledge and the Knowledge Commons*, [en ligne] www.sciencedirect.com

Ostrom, Elinor et Charlotte Hess (2006) eds *Understanding Knowledge as a Commons*. Cambridge: MIT Press, 2006